Informations de base	
2009/2003(BUD) BUD - Procédure budgétaire	Procédure caduque ou retirée
Budget 2010: projet de mandat relatif à la procédure de concertation concernant le projet de budget, avant la première lecture du Conseil **Subject** 8.70.60 Budgets annuels antérieurs	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
BUDG Budgets		

Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
BUDG Budgets	SURJÁN László (PPE-DE)	17/12/2008

Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
AFET Affaires étrangères		
DEVE Développement		
INTA Commerce international		
CONT Contrôle budgétaire		
ECON Affaires économiques et monétaires		
EMPL Emploi et affaires sociales		
ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire		
ITRE Industrie, recherche et énergie		

IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs		
TRAN Transports et tourisme		
REGI Développement régional		
AGRI Agriculture et développement rural		
PECH Pêche		
CULT Culture et éducation		
JURI Affaires juridiques		
LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures		
AFCO Affaires constitutionnelles		
FEMM Droits de la femme et égalité des genres		
PETI Pétitions		

Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
AFET Affaires étrangères		
DEVE Développement		
INTA Commerce international		
CONT Contrôle budgétaire		
ECON Affaires économiques et monétaires		

EMPL	Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ENVI	Environnement, climat et sécurité alimentaire		
ITRE	Industrie, recherche et énergie		
IMCO	Marché intérieur et protection des consommateurs		
TRAN	Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
REGI	Développement régional		
AGRI	Agriculture et développement rural	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
PECH	Pêche	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CULT	Culture et éducation		
JURI	Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
LIBE	Libertés civiles, justice et affaires intérieures		
AFCO	Affaires constitutionnelles		
FEMM	Droits de la femme et égalité des genres		
PETI	Pétitions		

Conseil de l'Union européenne

Formation du Conseil	Réunions	Date
Affaires économiques et financières ECOFIN	2940	2009-05-05
Affaires économiques et financières ECOFIN	2955	2009-07-10

Evénements clés			
Date	**Evénement**	**Référence**	**Résumé**
05/05/2009	Débat au Conseil		Résumé
23/06/2009	Vote en commission		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2009/2003(BUD)
Type de procédure	BUD - Procédure budgétaire
Sous-type de procédure	Préparation budgétaire
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure caduque ou retirée
Dossier de la commission	BUDG/7/00207

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	**Commission**	**Référence**	**Date**	**Résumé**
Projet de rapport de la commission		PE426.936	29/06/2009	

Informations complémentaires		
Source	**Document**	**Date**
Commission européenne	EUR-Lex	

Budget 2010: projet de mandat relatif à la procédure de concertation concernant le projet de budget, avant la première lecture du Conseil

2009/2003(BUD) - 05/05/2009

Le Conseil a pris acte de la présentation par la Commission de son **avant-projet de budget** pour l'exercice **2010**.

Il a demandé au COREPER d'examiner le projet afin que le Conseil puisse, lors de sa session du 10 juillet 2009, arrêter un projet de budget en 1ère lecture. Le 10 mars 2009, le Conseil avait fixé des principes d'établissement du budget pour 2010 (voir doc. Conseil *6767/09*).

Dans son avant-projet de budget, la Commission propose un montant total de 138,6 milliards EUR en crédit d'engagement (+1,5% par rapport à 2009) et 122,3 milliards EUR en crédits de paiement (+5,3% par rapport à 2009). Les crédits d'engagement représentent 1,18% du produit national brut dans l'UE et les crédits de paiement, 1,04%.

La Commission place la **relance économique** au centre des dépenses pour 2010, affectant la plus grande part des ressources (45%) à des mesures favorisant la croissance et l'emploi afin de contribuer à rétablir la compétitivité dans l'ensemble de l'UE.

Elle propose aussi d'augmenter de plus de 12% les ressources allouées aux principaux programmes liés à la politique de la recherche et de l'énergie et d'accroître les ressources affectées à la cohésion économique et sociale.